

L'autorité légitime : condition de l'agir commun ?

OPINION / PHILOSOPHIE & MANAGEMENT

Durant les deux premières semaines de novembre 2015, la presse a porté une attention particulière au différend qui oppose un ministre et son administration. Il y était question de marchés publics, de mensonges, de fuites, d'autorité, de légitimité,...

Il serait malvenu de commenter ici ce dossier, vu que j'en étais l'une des parties prenantes. Mais il n'est pas interdit de prendre un peu de hauteur et de réfléchir au cadre des évolutions structurelles et sociétales dans lequel semble s'inscrire ce dossier. D'autant plus si je précise que je m'exprime ici uniquement en tant que directeur de l'asbl Philosophie & Management.

Après tout, c'est précisément là le but de notre association : réfléchir sur nos pratiques managériales et sur le rôle des organisations dans la société, au moyen des outils conceptuels que procure la philosophie. Notre cycle mensuel de séminaires aborde ainsi cette année les questions relatives à « l'agir commun », dont la relation à l'autorité est un des ressorts essentiels.

Or, **l'autorité, quel que soit le domaine, est en crise.** Qu'il s'agisse des parents, des professeurs, des prêtres, des managers, des DRH, des politiques, leur autorité est contestée, remise en cause, malmenée. On voit même de plus en plus souvent des actions collectives inédites s'organiser contre des agents d'autorité considérés comme illégitimes. Des études récentes menées en France sur la désobéissance au travail montrent d'ailleurs que 83 % des Français estiment que l'on peut « dire non » à son patron. Les raisons qui pourraient pousser à la désobéissance ? De très loin en tête : l'injustice ressentie vis-à-vis d'eux-mêmes ou de tiers (64 %).

Pour illustrer cela, n'évoquons ici à titre d'exemples que **trois cas récents et emblématiques**, commentés dans les journaux ces derniers jours :

- Au Royaume-Uni, les chefs d'entreprise du village de Crickhowell refusent désormais de payer des impôts à l'Etat central, contestant le fait que des entreprises telles que Facebook ou Google ne paient pratiquement aucun impôt (ainsi en 2014, Facebook a payé à peine 5.000 pond d'impôt dans tout le Royaume-Uni) ;
- En France, des agents d'EDF ont systématiquement rétabli le courant coupé chez les plus démunis, à l'insu de leurs hiérarchies. A travers leur désobéissance, ils ont longtemps questionné, de façon anonyme et invisible jusqu'à ce qu'ils soient découverts, la question politique du droit à l'énergie dans notre société ;
- Au cœur de l'Union Européenne, des fonctionnaires de la Commission, frustrés du peu de réaction du Commissaire européen à l'industrie, ont fait fuiter des documents à l'organisation environnementale américaine ICCT sur de possibles tricheries aux émissions d'oxydes d'azote, ce qui a fait éclater le scandale Volkswagen. Le top de la Commission européenne était visiblement au courant depuis 2011 de manipulations dans les mesures d'émissions chez plusieurs constructeurs automobiles.

Comment « décoder » et interpréter avec justesse ces actions collectives ? Pour ce faire, nous vous recommandons deux livres récents : « *Autorité et légitimité : le sens du collectif* » du sociologue Alain Eraly, publié chez érès et « *L'art de la révolte : Snowden,*

Assange, Manning » du philosophe Geoffroy de Lagasnerie, publié chez Fayard.

Eraly nous invite d'abord à penser ce qu'est au juste l'autorité. Pour lui, l'autorité peut être définie simplement comme « l'exercice légitime d'un rôle et d'un pouvoir **au nom d'une communauté** ». En effet, si on réduit l'autorité à une simple relation d'obéissance, on perd de vue sa fonction première : celle d'inscrire la vie sociale dans l'imaginaire d'une communauté et de construire une identité commune. L'autorité n'est pas un simple pouvoir, elle est le sens incarné du collectif. Elle est, et c'est là la thèse principale du livre, « une transcendance qui s'incarne publiquement ».

Par transcendance, Eraly ne fait évidemment pas référence à un éventuel dieu mais à la ou les communautés dans lesquelles nous inscrivons nécessairement nos vies. Ainsi, l'autorité est toujours « prise dans l'imaginaire d'un monde et d'une société qui nous dépassent infiniment : non point un ensemble de fictions, mais un invisible qui donne sens au visible, une texture d'évocations du passé, du futur, de l'ailleurs, du normal, de l'interdit, du possible, du juste, du causal qui enveloppe notre vie pratique. C'est par exemple la communauté qui donne sens au collectif, la Loi qui donne sens au règlement, la volonté générale qui donne sens au résultat des votes ».

Cela étant dit, ce n'est pas la transcendance qui définit l'autorité mais bien « son incarnation publique, le fait qu'à travers une personne nous appréhendons collectivement un autrui généralisé ». Cette incarnation de la communauté par un agent d'autorité n'est pas pour autant une identification : « elle marque au contraire une différence de nature entre la personne qui incarne et la puissance qu'elle incarne ; jamais l'agent d'autorité ne se confond avec l'Autre qui parle à travers lui – et s'il y prétend, la folie totalitaire n'est pas loin. L'incarnation n'est pas non plus une représentation symbolique, elle ne consiste pas à évoquer une absence, mais à manifester une présence, et partant, à l'unifier, la stabiliser pour une collectivité ».

De ce qui précède, Eraly déduit logiquement que le déclin actuel de l'autorité recouvre une **double crise** : une crise de la transcendance et une crise de l'incarnation.

Une crise de la transcendance d'abord. Selon Eraly, « notre modernité étatique, capitaliste et démocratique n'a pas seulement contribué à vider le ciel des puissances divines, elle a d'abord affaibli, complexifié, et parfois désagrégé l'ima-

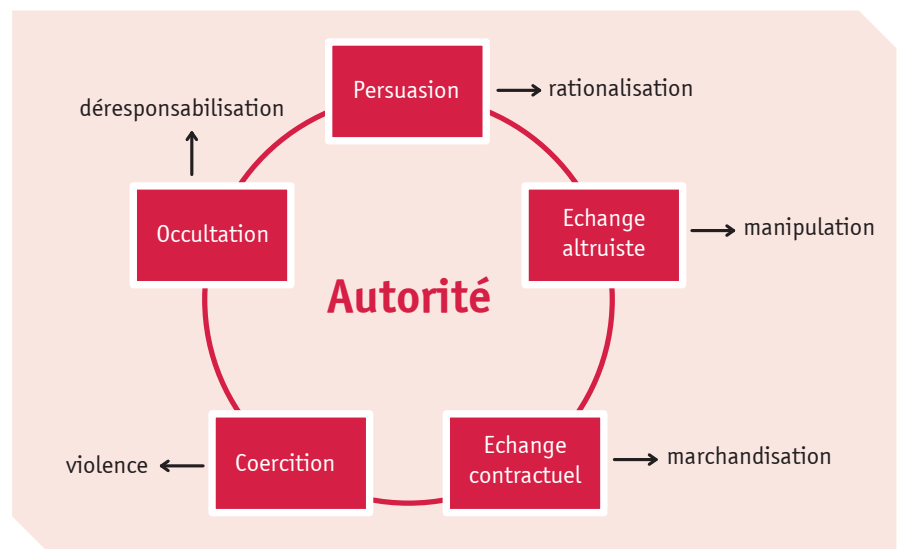
ginaire des communautés d'appartenance et, partant, les conditions d'une solidarité vécue. [...] Il devient plus difficile pour une collectivité de se projeter, s'unifier, se temporaliser au travers d'une totalité. Lorsque la communauté perd ainsi son évidence pratico-sociale, lorsque sa définition même devient objet de polémiques et de conflits perpétuels, c'est le sol qui se dérobe sous l'autorité ».

Une crise de l'incarnation ensuite. Selon Eraly, le lieu de la légitimité n'est pas actuellement le plus souvent vide, il est convoqué pour délégitimer ceux qui font mine de s'en approcher. Ainsi, « le bien commun demeure une référence essentielle, obsédante même, mais

- Soit il recule devant l'ampleur des résistances des critiques qu'il anticipe : à quoi bon prendre le risque de la contestation et du rejet ?
- Soit enfin, il rechigne à se hisser à la hauteur des exigences morales de sa position et se sent incapable de renoncer à ses intérêts propres : d'autres en tirent profit, pourquoi pas moi ?

Dans les trois cas, la personne échoue à se projeter dans un personnage ; privée de l'énergie et de la puissance normative de l'incarnation, elle s'avère incapable de s'élever au niveau des espoirs qu'on place en elle. »

Dans ce cas, les réactions inadéquates à la



il est devenu un idéal inaccessible, sources de discussions infinies. Un bien en quel sens ? Et commun pour qui ? Chacun qui, dans sa sphère propre, s'efforce d'assumer la responsabilité d'un collectif se trouve l'objet d'un travail inlassable de délégitimation : qui est-il pour vouloir nous guider vers l'avenir et, pire que tout, pour espérer nous y contraindre ? Dans ses moindres actes, on croit déceler l'aveu d'une supériorité sociale, le signe d'une volonté de domination, la recherche d'un intérêt personnel. »

Maintenant, cette culture de la méfiance n'est pas dénuée de fondement : « La crise de l'autorité est d'abord la crise de ceux qui accèdent aux positions sans être capables ou désireux d'assumer pleinement leur position :

- Soit l'agent d'autorité n'a qu'une représentation très vague de l'Autre et de la communauté qu'il lui revient d'incarner. Il est tenaillé, paralysé par ces deux questions insondables : qui suis-je pour ? Et au nom de quoi ?

perte d'autorité – telles qu'illustrée ci-dessous – peuvent renforcer la perte d'autorité.

A la lecture de ce qui précède, on comprend mieux la croissance actuelle du nombre de mouvements de « désobéissance » ou de défiance vis-à-vis de l'autorité, que ce soit face à des managers d'entreprises ou des responsables politiques. En effet, à mesure que l'autorité de ces derniers se délitent, d'autres agissent pour retrouver, voire incarner, parfois même « anonymement », cette autorité. Car, on l'aura compris, quoiqu'il arrive et quoique voudraient faire croire certains chantres de l'autogouvernement des groupes, une autorité est toujours nécessaire : là où elle disparaît, disparaissent aussi bien l'appartenance, la solidarité vécue, l'action commune.

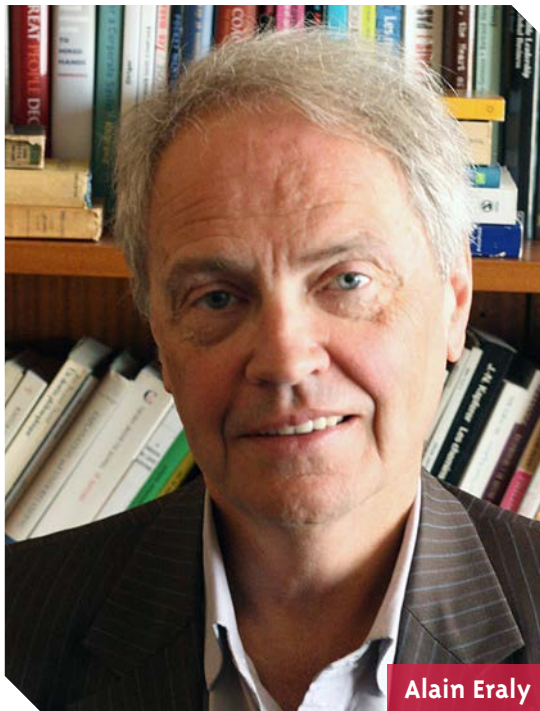
Or, dans notre monde où la domination est de plus en plus abstraite (les régulations sociales sont remplacées par les valeurs monétaires, le contrôle social par la surveillance, l'obéissance par l'incitation pécuniaire, la sanction

morale par des pénalités mécaniques), **comment l'action collective s'organise-t-elle ?**

Le dernier livre de Geoffroy de Lagasnerie, « *L'art de la révolte* », propose à cet égard des pistes intéressantes. Sa thèse principale est que Snowden, Assange ou Manning, ne peuvent être réduits à des lanceurs d'alerte, qui font fuiter des documents confidentiels : ce sont des activistes qui réinventent l'action politique. Ainsi, Wikileaks peut être vu comme un moyen de radicaliser l'exigence démocratique : dès que l'Etat met en place des systèmes qui se déroulent à l'abri du contrôle des citoyens, nous ne sommes plus dans une démocratie et nous devons agir pour la rétablir, y compris donc en rendant public les documents classés confidentiels. C'est du moins ce que semble nous dire Assange.

Snowden, Assange et Manning interrogent donc, selon de Lagasnerie, « *la manière dont nous sommes constitués comme sujet politique, les dispositifs de la citoyenneté, de l'Etat, de l'espace public, etc. Qu'est-ce que c'est qu'être un citoyen ? Qu'est-ce qu'appartenir à un Etat ? Qu'est-ce qu'un espace public ? Comment sommes-nous construits comme sujet et comment pouvons-nous essayer d'exister autrement ? Ils donnent les moyens de penser les dimensions non démocratiques, les effets de censure, de dépolitisation et de pouvoir à l'œuvre dans ce qu'on considère traditionnellement comme les valeurs de la démocratie. Ils donnent les moyens de débloquent l'imaginaire politique* ». Or, cette libération des imageries politiques traditionnelles semble plus que jamais nécessaire. On le voit : souvent, les gens sont accablés, en colère, en désaccord avec telle ou telle décision, avec telle ou telle réalité, etc., mais n'agissent pas pour exprimer ce dissensus. Selon de Lagasnerie, « *beaucoup d'individus engagés dans les mouvements sociaux ressentent cet écart entre les aspirations subjectives que les sujets expriment et ce sur quoi cela débouche concrètement en termes de mobilisation. Il existe un écart entre le désir de contestation et les formes instituées de la politique. Ce qui montre que ces formes fonctionnent en fait comme des forces de dépossession. La tâche aujourd'hui est de transformer ce qu'on entend par politique afin de faire entrer des énergies latentes dans le champ de la contestation. Il faudrait trouver des formes d'interventions plus latérales, plus éphémères, tout aussi radicales.* »

Notons également que Snowden et Assange ont indexé la fuite des documents à une pratique de la fuite territoriale, à une pratique migratoire, en changeant de pays, en demandant l'asile. « *Ils posent ainsi une nouvelle question : à quelle communauté j'appartiens ? Comment me donner les moyens de choisir ma propre communauté ? Là où je vis, le pays où je réside, j'ai le droit, en tant que sujet autonome, de me le réapproprier ; j'ai le droit de faire dissidence avec la communauté qui m'a*



Alain Eraly

été assignée par le hasard de ma naissance. De ce point de vue, Snowden n'est pas un désobéisseur civil : il n'a pas désobéi à la loi américaine, car cela supposerait qu'il y soit encore soumis. Il a démissionné, il a dit : ce n'est pas ma loi, cela ne me concerne plus, je divorce de cette communauté. Il a mis en échec la prétention de la loi américaine à s'appliquer à lui. »

Certains rétorqueront que cet art de la révolte prenant la forme de fuites de documents tend vers un éloge de la fuite et de la lâcheté anonyme. A cette critique, de Lagasnerie répond que la fuite intéressante parce qu'on a souvent du mal à la voir comme une pratique politique. « *Le geste solitaire de Snowden qui part à Hong Kong est pour moi éminemment politique, autant qu'un rassemblement sur une place publique. Cette politique-là permet de nous interroger sur nos appartenances et sur la manière dont nous avons tendance à transformer des assignations arbitraires, en premier rang desquelles la nationalité (mais pas seulement), en identités qui nous engagent, qui nous obligent et qui vont tellement de soi que nous ne les mettons plus en question. Il faut utiliser l'anonymat pour analyser*

les injonctions implicites qui pèsent sur le sujet politique et les censures qu'elles exercent. »

Pour bien comprendre le sens politique des actions de Snowden, Assange ou Manning, il faut donc que nous apprenions à nous « *libérer de cette scène éthique et politique* » dominée par l'apparition publique, par l'injonction au courage. « *La scénographie politique classique, ritualisée, concourt à faire disparaître des paroles, des énoncés. L'anonymat est une manière de faire proliférer les énergies protestataires en ouvrant l'accès à l'espace de la contestation à ceux qui en étaient auparavant exclus ou qui s'en excluaient eux-mêmes.* » En conclusion, les analyses percutantes d'Eraly et de Lagasnerie nous laissent entrevoir pourquoi les actes de défiance de l'autorité évoqués en début d'article ne sont pas des faits isolés ; ils s'inscrivent dans une dynamique structurelle de réinvention de la politique et de l'action collective, de l'agir commun. Il ne servira donc à rien pour les agents actuels de l'autorité de tenter de colmater les brèches et d'empêcher les fuites. Ne devrions-nous pas plutôt agir de manière à retrouver une véritable légitimité ? Comment ? Tout simplement peut-être en commençant par respecter de notre mieux quatre principes simples :

1. **Clarifier les finalités de nos actions** (le sens de ce que les membres de la communauté font ensemble) et justifier les règles que notre communauté s'impose, au travers de notre autorité, en fonction de ces finalités (réduire autant que possible le sentiment d'arbitraire,...) ;
2. **Respecter, de façon intrinsèquement égale, tous les autres et soi-même ;**
3. **Reconnaître les autres membres de la communauté comme dignes d'estime** (l'estime est autre chose que le respect), dans leurs contributions propres ;
4. **Faire vivre une éthique de la communication**, c'est-à-dire stimuler l'échange d'arguments au service d'une vérité partagée et la reconnaissance des autres comme interlocuteurs valables (ouverture d'espaces de non-directivité, respect du contradictoire, accueil non-défensif de la critique, évitement des arguments d'autorité, reconnaissance de ses propres erreurs,...).

Plus facile à écrire qu'à faire ? Certainement.

Indispensable ? Sans aucun doute. ●

LAURENT LEDOUX ✍